



# Partido Liberación Nacional

Costa Rica

## Données clé

**Date de création:** 12 octobre 1951

**Positionnement idéologique actuel:** social-démocrate, troisième voie, « libérationnisme »

**Affiliations internationales:** Internationale Socialiste, Conferencia Permanente de Partidos Politicos de America Latina

**Implantations territoriales:** l'ensemble du territoire national

**Principaux dirigeants:** Francisco Antonio Pacheco Fernández (Président), Mariangela Ortíz Soto (Viceprésident), Antonio Calderón Castro (Secrétaire Général), Ofelia Taitelbaum Yoselewich (Sous-secrétaire Général), Alex Sibaja Granados a.i. (Trésorier)

**Mode de désignation des dirigeants:** Les dirigeants (Comité Ejecutivo Superior Nacional) sont élus par l'Assemblée Nationale du parti

**Mode de désignation des candidats:** Le candidat présidentiel est désigné par des élections primaires (la « Convention Nationale ») qui sont dirigées par le Comite Ejecutivo del Parti. Cette désignation est ensuite ratifiée par l'Assemblée Nationale.

**Nombre de militants:** env. 250.000

**Périodes au gouvernement:** 1953-1958, 1962-1966, 1970-1974, 1974-1978, 1982-1986, 1986-1990, 1994-1998 et 2006-2010

## Résultats électoraux

### Elections présidentielles (2006)

Candidats présidentiels	Partis politiques	Votes	%
Oscar Arias Sanchez	Liberación Nacional	664.551	40.92 %
Otton Solís Fallas	Acción Ciudadana	646.382	39.80 %
Otto Guevara Guth	Movimiento Libertario	137.71	8.48%
Ricardo Jaime Toledo Carranza	Unidad Social Cristiana	57.655	3.55%
Antonio Alvarez DeSanti	Union para el Cambio	39.557	2.44%

### Elections législatives (2006)

Parti	Total de votes	Votes %
Liberacion Nacional	589.731	36,54%
Accion Ciudadana	409.03	25,34%
Movimiento Libertario	147.934	9,17%
Unidad Social Cristiana	126.284	7,82%
Renovacion Costarricense	55.798	3,46%
Union Nacional	40.28	2,50%
Union para el Cambio	37.994	2,35%
Restauracion Nacional	32.909	2,04%
Patria Primero	26.438	1,64%
Accesibilidad Sin Exclusion	25.69	1,59%
Frente Amplio	17.751	1,10%

## Histoire du parti

Le Parti Liberación Nacional (PLN) a été créé en 1951 par Jose Figueres, après la fin de la "Guerre Civile Costaricienne". Le PLN se convertit rapidement en un des partis les plus importants, et restera la première force politique du pays au moins jusque dans les années 1980.

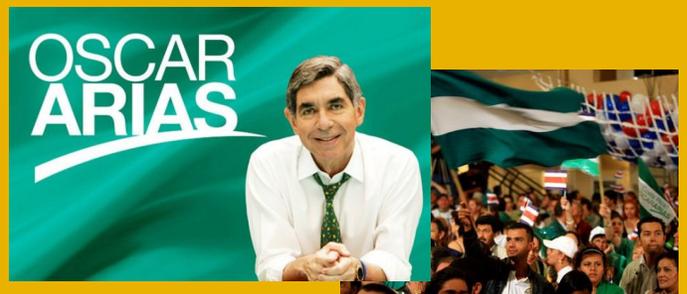
Le PLN naît d'une fusion entre le Mouvement de Libération Nationale (MLN) et le Parti Social-Démocrate (PSD). Le MLN est une armée d'opposition au gouvernement corrompu et autocratique de Calderón Guardia. Le PSD, qui trouve ses origines dans un groupe d'étudiants de droit, est une fusion entre le Centro de Estudios de los Problemas Nacionales et le groupe Acción Demócrata dirigé par José Figueres.

Après un célèbre discours prononcé à la radio en 1942 critiquant la corruption du gouvernement en place, José Figueres est arrêté et expulsé du pays. A son retour en 1944, Figueres rejoint les forces d'opposition qui gagnent les élections, que le Congrès décide d'annuler. Les élections de 1948 furent également annulées, provoquant une guerre civile entre le MLN et les calderonistas chrétiens-démocrates en alliance avec les communistes. Le MLN était composé de social-démocrates, du mouvement étudiant, d'intellectuels, d'entrepreneurs et de producteurs de café. La guerre civile est finalement gagnée par les libérationnistes. En 1949, Figueres, président de la junte de gouvernement, remet le pouvoir à Otilio Ulate Blanco, le vainqueur officiel des élections de 1948. Après la création du PLN en 1951, c'est Figueres lui-même qui est élu président en 1953.

Entre 1948 et 1978, le PLN conservera une majorité dans l'Assemblée Législative. C'est pendant cette période qu'est instauré un Etat-Providence, dans le cadre d'un appareil étatique centralisé. Le PLN est alors un parti de centre-gauche, membre de l'Internationale Socialiste. Pendant les années 1970, Rodrigo Carazo Odio sort du PLN et crée le Partido Renovación Democrática, qui arrive au pouvoir en 1978, soutenu par les chrétiens-démocrates.

L'Etat centralisé entre en crise dans les années 1980, obligeant le PLN à reconsidérer ses bases idéologiques. D'un parti social-démocrate, le PLN évolue alors vers un parti plus pragmatique, acceptant certains dogmes de l'économie de marché, sans pour autant abandonner la défense de la justice sociale. Cette nouvelle vision est cristallisée par l'élaboration d'une nouvelle charte idéologique en 1998.

Le système de partis costaricien, se caractérisa, au moins jusqu'en 2002, par une alternance contrôlée entre le PLN et le Parti Unidad Social Cristiana (PUSC), créé en 1983. En 2002, le schéma bipartite est rompu par l'apparition d'un nouveau parti, également issu d'une scission du PLN: Acción Ciudadana (PAC). Cette dernière devance le PUSC comme deuxième parti du pays, position qu'elle consolide en 2006.



### Les élections présidentielles de 2006

La campagne pour les élections présidentielles de 2006 était une des plus serrées de l'histoire du Costa Rica. Oscar Arias (candidat pour le PLN) devance son concurrent direct Ottón Solís (candidat pour le PAC) de 1,12%, soit de 18 169 voix, et dépasse de justesse la barre des 40% pour être élu au premier tour. Le PUSC, clairement en perte de vitesse après deux gouvernements successifs avec des bilans mitigés et des scandales de corruption fait un score dérisoire. Ottón Solís était porteur d'une vision plus à gauche de l'organisation de l'Etat, favorable à une plus grande participation de la société civile et des politiques sociales plus agressives, en opposition avec le néolibéralisme du PLN. Le principal enjeu de cette élection était la ratification du Traité de Libre-Echange entre les Etats-Unis, l'Amérique Centrale et la République Dominicaine. Le PLN est expressément en faveur du traité, alors que le PAC y est résolument opposé.

## Expériences de gouvernement

Le Parti Liberación Nacional (PLN) est sans aucun doute le parti costaricien qui a la plus grande expérience et continuité au pouvoir. C'est la principale force politique du pays. Depuis sa création en 1951, le PLN a participé dans huit gouvernements sur un total de quatorze gouvernements depuis 1953.

Parmi les gouvernements du PLN, deux sont particulièrement importants pour l'histoire du pays. En premier lieu, on peut mentionner le premier gouvernement du PLN dirigé par son fondateur José Figueres Ferrer (1953-1958). Ce dernier, héros national, dirige un soulèvement armé connu comme la Guerre Civile du Costa Rica en 1948, après une élection présidentielle frauduleuse. En 1949, la « Junte de la Seconde République », dirigée par Figueres Olson, adopte une Constitution – qui est encore en vigueur aujourd'hui – et abolit l'armée. En 1953, Figueres Olsen est élu président de la République sous la nouvelle Constitution. Pendant son mandat, il modernise le fonctionnement de l'Etat et crée de nombreux services publics, notamment un service quasi universel de santé. Il obtient un deuxième mandat en 1970.

L'autre gouvernement du PLN d'importance historique est celui de Oscar Arias (1986-1990). Oscar Arias est surtout reconnu sur le plan international pour sa contribution à la fin des guerres civiles en Amérique Centrale et la signature des Accords de Paix d'Esquipulas II, pour laquelle il reçut le prix Nobel de la Paix en 1987. Oscar Arias est réélu en 2006, après une décision controversée de la salle constitutionnelle autorisant la réélection présidentielle en 2005. La première partie de sa période de gouvernement est marquée par le combat pour l'adoption du traité de libre-échange avec les Etats-Unis, qui est finalement ratifié par référendum en 2007.

Les autres gouvernements du PLN sont moins connus. C'est le président Luis Alberto Monge, élu en 1982 qui obtint le résultat historiquement le plus élevé du parti, avec 58,8%. Un autre président pour le PLN, Jose Maria Figueres Olsen (1994-1998), fils de Figueres Ferrer, actuellement résidant en Espagne, est accusé d'être complice dans une affaire de trafic de drogues, sans toutefois sans toutefois être poursuivi en justice.

## Trajectoire de Oscar Arias



Oscar Arias est probablement la figure la plus emblématique du Parti Liberación Nacional. Président pour la deuxième fois actuellement (2006-2010), il avait déjà été à la tête du Pouvoir Exécutif entre 1986 et 1990, soit vingt ans auparavant.

Né à Heredia en 1940, Oscar Arias fait des études de droit au Costa Rica puis un doctorat de science politique à l'université d'Essex. Sa carrière politique débute en 1970 quand le Président Figueres le nomme conseiller présidentiel, puis Ministre de Planification Nationale.

Le premier mandat d'Oscar Arias se caractérise par l'efficacité de sa politique internationale. A la fin des années 1980, l'Amérique Centrale est alors marquée par des guerres civiles extrêmement violentes – au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala – dont le risque d'irradiation au Costa Rica est réel. Arias comprend que la seule issue pacifique des guerres civiles est la voie électorale, et il réussit à convaincre tous les chefs d'Etats centraméricains de cette nécessité. Réunis au Guatemala en 1986, les dirigeants centraméricains signent une déclaration (connue sous le nom de "Esquipulas II") qui marque le véritable coup d'envoi pour les transitions démocratiques dans la région.

En 1987, Oscar Arias reçoit le prix Nobel de la Paix pour son plan de paix, qui mit fin aux guerres civiles en Amérique Centrale, en reconnaissance pour sa contribution une paix « ferme et durable » dans cette région. Avec l'apport monétaire du prix Nobel de la Paix, la Fondation Arias pour la Paix et le Progrès Humain est créée en 1988, une organisation non gouvernementale. La mission de la Fondation est de contribuer à des sociétés plus justes, plus pacifiques et plus équitables, avec comme axe central la promotion d'un message de paix dans le monde. Parmi ses plus grands succès on peut citer l'abolition de l'armée au Panama et en Haïti, ainsi que l'ouverture de négociations au sein de l'Assemblée Générale de l'ONU sur un Traité sur le Commerce d'Armes.

Quand Arias est réélu en 2006, son principal objectif politique est d'obtenir la ratification du Traité de Libre-Echange entre les Etats-Unis et l'Amérique Centrale, venant d'être négocié. Le 7 octobre 2007, ce traité sera adopté par référendum, permettant ainsi de pour départager la société qui s'était totalement polarisée. Avec la victoire au référendum en poche, la deuxième moitié du mandat d'Oscar Arias semble maintenant beaucoup moins importante.

## La ratification du Traité de Libre-Echange avec les Etats-Unis



Deux conflits sociaux d'ampleur considérable qu'a connus le Costa Rica récemment sont les mobilisations sociales contre le Traité de Libre-échange entre les Etats-Unis, l'Amérique Centrale et la République Dominicaine en 2004, puis en 2007, ainsi que les mobilisations contre la libéralisation des télécommunications en 2000. Ces deux conflits sociaux marquent une rupture historique au Costa Rica, qui pendant des décennies n'avait pas connu ce type de mobilisations. Surtout la mobilisation sociale contre la libéralisation des télécommunications au Costa Rica est en discontinuité avec l'histoire « pacifiste » du pays.

D'importantes mobilisations sociales en 2004 contre le Traité de Libre-échange entre les Etats-Unis, l'Amérique Centrale et la République Dominicaine, connu comme le TLC (*Tratado de Libre Comercio* en espagnol), qui prirent la forme de grèves, marches, de manifestations et de pétitions, ont contribué à ralentir son processus de ratification. Face à l'intensité des mobilisations sociales, le Président de l'époque Abel Pacheco (PUSC), manquant de courage politique, décida de ne pas envoyer le projet du TLC à l'Assemblée Législative pour sa ratification, laissant à son successeur à la présidence Oscar Arias (élu en mai 2006) de résoudre la question. Le conflit autour de la ratification du TLC opposa deux coalitions sociales informelles.

Les deux principaux partis politiques du pays, le PUSC et le PLN, ainsi que les secteurs de l'entreprise privée soutenaient dans leur grande majorité le TLC. L'ensemble des syndicats ouvriers et des entreprises publiques, les universités publiques et les organisations sociales fédérées dans le Partido Accion Ciudadana (qui deviendra le deuxième parti du pays en 2006) étaient opposés au TLC.

Le 7 octobre 2007, le gouvernement costaricien décida de soumettre le TLC à référendum. Une majorité des Costariciens (51,6%) vota en faveur de la ratification du TLC, malgré un grand scandale politique quelques semaines avant le référendum qui obligea le deuxième vice-Président du Costa Rica à démissionner, malgré la perception généralisée d'une campagne électorale sale, malgré des sondages qui donnaient la victoire au « non » dans les jours précédant le référendum et malgré la faible popularité du Président Oscar Arias. La décision d'organiser ce référendum était surprenante pour au moins trois raisons : (a) c'était le premier référendum de l'histoire du Costa Rica depuis l'introduction relativement récente de ce dispositif de démocratie directe en 2002 ; (b) le référendum fut convoqué alors même que le gouvernement disposa d'une large majorité législative favorable au TLC et que la convocation d'un référendum n'était pas une obligation constitutionnelle ; (c) dans tous les autres pays centraméricains l'adoption du TLC s'est faite par voie Parlementaire et sans débat public (notamment au Nicaragua et au Salvador), alors qu'on pourrait penser que les enjeux étaient sensiblement les mêmes qu'au Costa Rica. En effet, le Président costaricien n'avait initialement pas prévu de soumettre le TLC à référendum. Cependant, les circonstances lui obligèrent à le faire, notamment pour éviter un conflit entre le gouvernement et les collectifs sociaux qui étaient en opposition radicale. Le référendum était alors une issue pacifique à cette opposition, c'est-à-dire un moyen d'amortir un conflit social latent.

### Références bibliographiques

- Political Database of the Americas, University of Georgetown: <http://pdba.georgetown.edu/>
- ALCANTARA, Manuel, FREIDENBERG, Flavia (coord.) (2003). *Partidos Políticos de América Latina – Centroamérica, Mexico y Republica Dominicana*. Mexico: IFE/FCE.
- ALEXANDER, Robert Jackson. *Presidents of Central America, Mexico, Cuba, and Hispaniola: conversations and correspondence*. Greenwood Publishing Group, 1995. 266 p.
- GARRO, Joaquin. *La derrota del Partido Liberacion Nacional; ensayo de autocrítica*. San Jose: Impr. Vargas, 1958, 53 p.
- PICADO LEON, Hugo. "El Proceso de Selección de Candidatos a Presidente y Diputados en el PLN y el PUSC", Universidad de Salamanca, 2006, [http://americo.usal.es/oir/Opal/disc/OPAL\\_CostaRica\\_Picado.pdf](http://americo.usal.es/oir/Opal/disc/OPAL_CostaRica_Picado.pdf)
- MAINWARING, Scott, SCULLY, Timothy R. *Building Democratic Institutions. Party systems in Latin America*. Stanford: Stanford University PRes, 1995. p. 83-90
- ODUBER QUIROS. *Raíces del Partido Liberación Nacional: notas para una evaluación histórica*. San Jose: Editorial Universidad Estatal a Distancia, 1994. 332 p.
- VARGAS, Jean Paul. *El ocaso del presidencialismo costarricense*. San José: Fundación Arias para la Paz y el Progreso Humano, 2007.
- Partido Liberacion Nacional: <http://www.pln.or.cr>
- Socialist International: <https://www.socialistinternational.org/>